

Quand une préfecture veut faire connaître l'islam



Article rédigé par *Le Figaro*, le 02 décembre 2019

Dans un courrier envoyé en vue de prochaines assises territoriales, la préfecture du Rhône invite à «mieux faire connaître l'islam dans la société».

Est-ce à l'État de «*mieux faire connaître l'islam*»? De «*valoriser des interactions entre l'islam et la société civile*»? Dans un courrier à en-tête du préfet du Rhône envoyé notamment à l'université Lyon-II, le sous-préfet demande à sa présidente d'inviter les professeurs et les élèves à prendre part aux assises territoriales de l'islam de France, qui se tiendront le 17 décembre à la préfecture. Alors que nombre de militants laïques crient au «*prosélytisme d'État*», le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau, fustige une «*lettre inadmissible*» et demande au ministre de l'Intérieur de «*s'expliquer rapidement sur l'attitude de la préfecture du Rhône*».

C'est [l'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb](#) qui avait demandé, l'an dernier, à chaque département d'organiser ces assises territoriales de l'islam de France, en continuité des «*instances de dialogue*» lancées en 2015. Dans sa lettre, qui selon Bruno Retailleau a été envoyée à plusieurs universités, le sous-préfet écrit qu'«*elles constitueront l'occasion de réfléchir à la consolidation de la représentativité d'une structure départementale déjà en gestation, afin d'être en mesure d'avancer sur les multiples enjeux auxquels l'islam est confronté dans le département*». Et d'énumérer: «*mieux faire connaître l'islam dans la société civile, notamment via les médias*» ; «*mieux lutter contre la radicalisation*» ; «*travailler sur la formation et le statut des imams*» ou encore «*permettre une meilleure implication d'une structure de représentation départementale ancrée dans les valeurs de la République*». Avant de préciser que «*ces échanges ne seront fructueux que s'ils permettent aux représentants des imams et des gestionnaires d'association culturelle de dialoguer avec des élus, des représentants d'autres cultes, des acteurs professionnels ou associatifs de la société civile*».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/islam-l-etrange-lettre-de-la-prefecture-du-rhone-20191201>